

« ON CHANTE DES SLOGANS SOUDANAIS DANS LA CAMPAGNE FRANÇAISE »

Anwer Aljazar,
exilé plusieurs fois

Engagé dans la révolte qui a parcouru le Soudan en 2013, Anwer a fui la répression menée par le régime d'Omar Al-Bachir. Depuis, que ce soit à Calais ou en Corrèze, ses camarades et lui continuent de faire entendre les voix de la révolution soudanaise. Un soir, dans une petite bibliothèque, il nous a raconté ses exils successifs.



Z Après avoir fui la répression du régime soudanais en 2013, tu arrives en France, à Calais, où tu vas vivre deux ans dans ce qu'on appelle la « jungle ». Tu dis que tu en as gardé de très bons souvenirs. Tu peux nous raconter pourquoi ?

ANWER Le mot « jungle » fait peur, mais moi j'ai trouvé ça incroyable. La jungle de Calais [voir encadré page suivante], c'est vraiment l'endroit où quand on est arrivés en Europe, on a pu se reposer. Ça a été un moment très important, ça m'a aidé à comprendre beaucoup de choses : vivre dans un endroit avec plein de personnes différentes et arriver à s'organiser sans aucune ressource ; discuter avec les Afghans de la situation dans leur pays, parce qu'on voit ce qui se passe à la télé, mais c'est tout. On a aussi fait beaucoup de rencontres avec des No Border [des collectifs qui militent pour la liberté de circulation et l'abolition des frontières, ndr] et d'autres associations.

À Calais, c'était compliqué quand même, à un moment, il y avait 10 000 personnes. Toutes les aides extérieures pour la nourriture ramenaient des conflits. Mais on a réussi à mettre en place une organisation très forte avec toutes les communautés. On a compté les cuisines de la jungle et on a fait des groupes d'organisation. Par exemple, si un groupe recevait de la nourriture d'une association de Lille le vendredi, il prenait les sacs et les distribuait dans chaque cuisine. Parfois, on allait même à Lille chercher directement la nourriture.

La jungle, c'est vraiment un espace ouvert à toute reconstruction. Oui, la vie est dure, oui, c'est la galère avec la police, l'État, les lois. Mais on essaye

de vivre avec. Je pense que beaucoup d'entre nous ont repris courage à Calais et appris qu'on a besoin des gens qui vivent le même parcours. C'est pas pour s'isoler des autres qu'on a besoin d'être entre nous, c'est pour se donner du courage.

En 2015, lors d'une opération d'expulsion d'un bidonville à Calais, tu es arrêté et envoyé au centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada) de Peyrelevade. Qu'est-ce que ça t'a fait de te retrouver en pleine campagne limousine ?

Je me souviens, c'était au mois de mai. C'était pas facile d'arriver dans un village sans parler la langue, sans connaître personne... C'était un peu : « Waouh ! Où on est ? » Avec les potes de Calais, on se disait : « Pour vivre, il faut des gens, il n'y a personne ici, comment on fait ? On retourne à Calais ? » Heureusement, c'était le printemps, pas l'hiver !

En vrai, on a eu de la chance d'arriver sur le plateau [de Millevaches]. Comme c'était au moment de l'ouverture du Cada de Peyrelevade, plein de monde est allé à notre rencontre et des associations sont venues pour proposer des activités. Ça, c'était cool pour nous, le premier groupe à arriver au centre. Petit à petit, j'ai compris qu'on était sur un territoire qui n'accueille pas que des réfugiés, mais aussi d'autres personnes qui viennent

“C'est pas pour s'isoler qu'on a besoin d'être entre nous, c'est pour se donner du courage.”

DE LA «JUNGLE» DE CALAIS AU CADA DE PEYRELEVADE

2002. Suite à la fermeture d'un centre d'accueil non loin de Calais, des personnes exilées s'installent en périphérie de la ville. Comme à Vintimille, sur les îles grecques, en Serbie ou dans d'autres endroits où la frontière est fermée aux exilé-es par des accords entre gouvernements, un immense campement prend forme. Installé-es sur un ancien site industriel, ses habitant-es construisent épiceries, bars, restaurants, salons de coiffure, lieux de culte et écoles. Le terme «jungle», du sanskrit *jangala* («désert, lieu sauvage»), est utilisé par des réfugié-es iranien-nes pour désigner les campements qu'ils installent dans des bois aux abords de la ville. La «jungle» de Calais est un lieu

d'attente mais aussi d'organisation pour les personnes qui s'y retrouvent coincées. Ce qui explique qu'elle ait été la cible répétée d'opérations policières sous couvert d'une hypocrite «mise à l'abri» des personnes. Fin 2016, alors que 10 000 personnes y vivent, le ministre de l'Intérieur envoie 30 camions de CRS et des véhicules antiémeutes l'expulser entièrement et la raser. Pour préparer cette grande opération, l'administration a ouvert des centres d'accueil et d'orientation (CAO) aux quatre coins de la France, des structures d'hébergement temporaire où les personnes transitent avant d'être éventuellement affectées à un centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada).

CAO comme Cada sont gérés par des associations dont les missions d'accompagnement juridique s'effacent bien souvent derrière l'application de mesures arbitraires et répressives. En 2020, des demandeur-ses d'asile du Cada de Peyrelevalde (Corrèze) témoignaient de l'infestation des chambres et des cuisines par des cafards, de l'interdiction d'y mettre des meubles et certains objets personnels dans sa chambre, du fait qu'il n'y avait pas d'accès à Internet dans le centre ni de transports, mais aussi des pressions exercées par la direction pour faire taire leurs protestations*.

* Lire «Solidarité avec les résidents du Cada de Peyrelevalde!», collectif, *La Bogue*, 28 octobre 2020 (labogue.info).

des villes françaises, comme ici à Tarnac, à Faux-la-Montagne, à Gentioux. Un soir, on a été invités à Tarnac, on est passés, on connaissait personne. On a trouvé des jeunes qui parlaient anglais. C'était super d'avoir cet endroit, juste de sortir. Puis on s'est rendu compte qu'il y avait des choses qui se passaient, des associations, des discussions. On avait énormément besoin de ces échanges-là, sociaux, politiques, culturels. J'en ai parlé avec un ami qui a été envoyé dans un autre Cada. Je lui ai parlé de l'ambiance d'ici, de tous les gens qui se connaissent, et lui : «*Mais ça existe vraiment des endroits comme ça ? Nous, on est enfermés, on ne sort jamais !*»

Le Cada de Peyrelevalde est géré par l'association Forum Réfugiés-Cosi, qui est également présente dans des centres de rétention administrative (CRA), des prisons pour les personnes dont l'État considère la présence comme illégale en France¹. Comment ça s'est passé pour vous ?

C'est spécial, Forum Réfugiés. On a eu plein de problèmes avec eux, il n'y avait pas moyen d'avoir un vrai échange... Déjà, on était plusieurs par chambre. Ailleurs, des amis avaient une ADA² de 350 euros, nous on avait 180 euros, c'était vraiment incompréhensible. Alors qu'avec le tabac à payer, le téléphone et le kilo de tomates à 4 euros... Et puis quand Forum Réfugiés arrive dans un territoire, ils n'y connaissent rien. Par exemple, ici, c'est la campagne, il n'y a pas de transports, ils n'arrivent pas à prendre la mesure de tout ça et ils ne veulent pas améliorer les conditions de vie des résidents. Depuis l'ouverture, ils n'ont pas mis en place de transports réguliers vers les gares les plus proches et il n'y a toujours pas Internet dans le centre ! Et quand on faisait des demandes pour remplir les dossiers d'asile, ils nous disaient : «*OK, OK, on va le faire, on va le faire*», mais ils laissaient traîner. Alors,

à un moment, on a été lassés de parler avec eux. On a compris qu'ils essayaient de jouer la montre, comme ils savent bien que les gens vont devoir partir après avoir reçu leur réponse pour la demande d'asile [voir encadré page suivante]. Donc rien ne change jamais vraiment.

On est en contact avec des gens qui habitent aujourd'hui au Cada de Peyrelevalde et qui nous racontent que les chefs sont toujours après eux, qu'ils ont vraiment des manières de chefs de prison. La situation est vraiment horrible. «*Si tu veux sortir, il faut venir me voir pour me dire que tu sors.*» Tout ça pour aller boire un café... Comme si les habitants étaient leurs prisonniers ou leurs enfants. Un des chefs dirigeait un centre de jeunesse avant, il n'a pas changé de mentalité ! C'est aussi parce qu'après le démantèlement de la jungle à Calais, en 2016, plein d'associations se sont retrouvées avec beaucoup de demandeurs d'asile et ont embauché des gens qui n'avaient aucun lien avec ce travail social. Du coup, quand on leur parle, on voit qu'ils n'ont pas d'expérience dans ce travail. Par exemple, ils ne savent pas toujours qui décidait de certaines choses : le maire ? L'Ofii [Office français de l'immigration et de l'intégration] ? Les chefs de Forum Réfugiés, eux, sont à Lyon. Quand ils viennent au Cada, ils ont des vraies paroles de politiciens, bien propres. On n'y comprend rien, tout est flou.

Il y a quand même des choses qu'on essaye de changer. On a commencé récemment à discuter avec des habitants et des associations du coin et à faire des recherches sur les Cada. Parce qu'à l'intérieur ils nous disaient : «*Tu as le droit de faire ça, mais pas ça.*» Alors tu acceptes, parce

1. Lire «Ce matin, Kalfa a disparu», *Zn* n° 13, 2020.

2. Allocation pour demandeur d'asile. Pour une personne seule, elle s'élève à 6,80 euros par jour. Si la personne accepte la proposition d'hébergement qui lui a été faite ou si elle ne bénéficie pas d'un hébergement gratuit, cette aide est majorée.

“Forum Réfugiés, ils ont vraiment des manières de chefs de prison.”

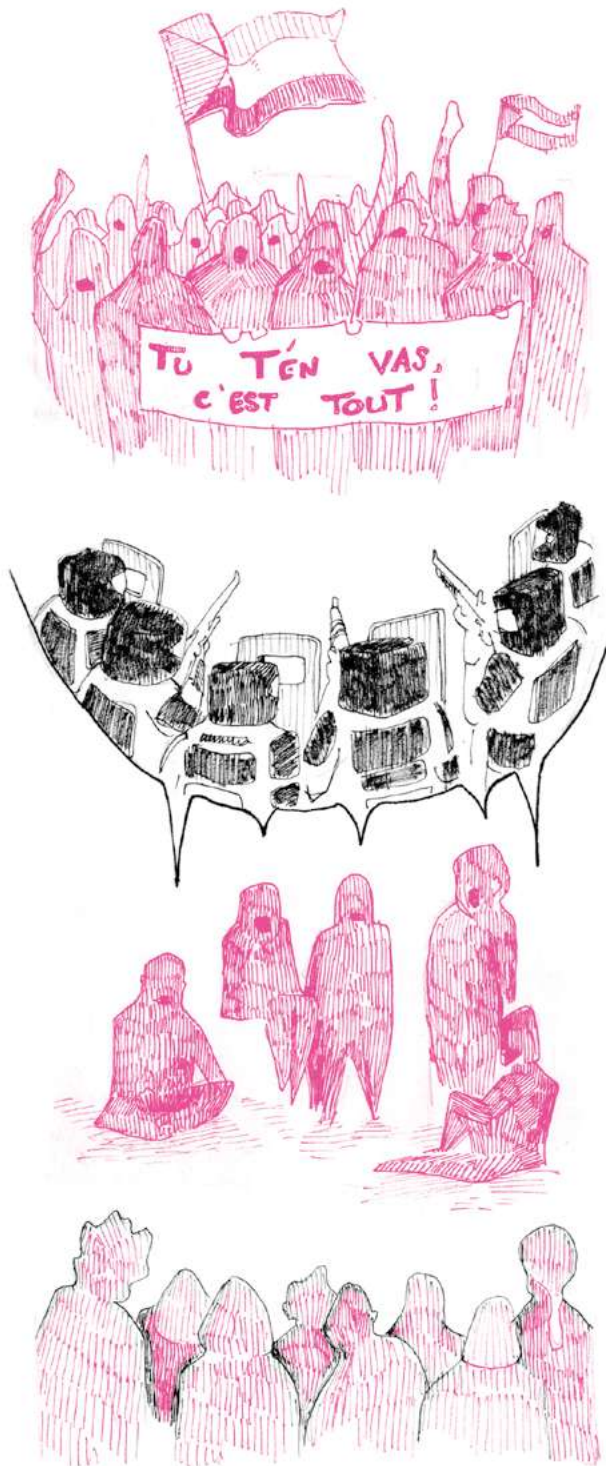
que tu ne connais rien. Il y a un manque d'informations pour les habitants qui arrivent au Cada. Alors par l'intermédiaire des Soudanais ou de ceux qui parlent arabe, on leur explique comment ça se passe. Et maintenant, on réfléchit à faire une brochure traduite en plusieurs langues pour les gens qui arrivent et les associations qui existent aux alentours, avec les adresses d'avocats, de traducteurs, etc.

Et vous ne pouviez pas partir du Cada ?

Non, parce que dans ce cas on perd tout : une adresse pour les démarches administratives, l'argent de l'ADA, etc. Moi, quand j'ai eu un rejet de demande d'asile, j'ai eu un mois pour partir. Et là, je me suis dit : « OK, je viens de passer un an ici, j'ai rencontré des gens, et maintenant, où je vais aller ? En ville ? » Mais j'avais déjà comme une famille ici ! C'est politique de faire bouger les gens, parce que ça les isole. Comment on peut être intégrés si on nous fait bouger tous les six mois d'un endroit à l'autre ? Du coup, fin 2015, quand j'ai dû partir du Cada, je suis venu habiter à Tarnac avec deux autres potes. On est restés quatre mois, puis on est partis à Paris. Et après, je suis retourné à Calais.

Tu dis que tu avais une famille ici, alors pourquoi as-tu eu envie de retourner à Calais ?

J'avais plein de copains là-bas. Le retour à la jungle, c'était un peu comme le retour au pays. Ensuite, quand ils ont démonté la jungle, j'ai été de nouveau arrêté à Calais et envoyé dans un centre d'accueil et d'orientation [CAO], cette fois dans l'est de la France. J'y suis resté trois mois. Puis, quand j'ai été à Paris et à Nantes, je revenais tous les mois sur le plateau. Et début 2017, je me suis installé. Et cette fois-ci, c'est moi qui ai décidé de venir.



DE L'AIR, DE L'AIR, OUVREZ LES VOLETS !

Depuis plusieurs années, l'association Montagne Accueil Solidarité de Peyrelevalde se mobilise avec les personnes et familles à qui le droit d'asile est refusé, et met en place un réseau de covoiturage, des cours de français et un soutien humain et matériel. En 2017, pour que l'hébergement des personnes exilées ne repose pas sur les seules initiatives individuelles, elle achète une ancienne boulangerie qui a servi de cachette et de refuge à de nombreux résistants et fugitifs sous l'occupation nazie. Un appel à dons permet de récolter les 17 000 euros nécessaires à l'acquisition de la « Maison aux volets rouges », où vivent des personnes expulsées des Cada des environs suite au rejet de leur demande d'asile. La Maison aux volets rouges devient un

lieu de repos et d'organisation pour les habitant-es, qui vivent au rythme des arrivées et des chantiers collectifs. Chaque année, les recettes d'un festival de soutien organisé non loin de là permettent d'assurer la pérennité financière du lieu. Un exemple parmi les réseaux de solidarité mis en place autour de cette maison qui sont une manière de refuser « la politique de tri qui viserait à faire une différence entre ceux qui méritent de manger et ceux qui ne le mériteraient pas, ceux qui méritent d'être accueillis et ceux qui ne le mériteraient pas ».

Le lieu s'inscrit ainsi dans un mouvement plus large d'organisation face à la politique de non-accueil des migrant-es

organisée par les gouvernements successifs, de droite comme de gauche. Au squat du 4 bis avenue de la Révolution à Limoges, par exemple, des dizaines d'exilé-es ont vécu pendant trois ans avec le soutien du collectif Chabat d'entrer, avant qu'une décision de justice n'entraîne l'intervention des forces de l'ordre en juillet 2021. Depuis ce lieu et d'autres, des exilé-es ont participé à l'organisation des marches nationales de sans-papiers en 2020 ou, quand l'un-e d'entre eux était arrêté-e, organisé des rassemblements devant les préfectures de Limoges, Guéret ou Tulle au cri de : « Non aux expulsions ! »

* « Appel à dons pour faire vivre la Maison aux volets rouges de Tarnac », collectif de la Maison aux volets rouges, *La Bogue*, 6 juillet 2020 (labogue.info).

Quand on est arrivé-es, on a aperçu une banderole avec écrit dessus «Soutien à la Révolution au Soudan», qui dure depuis 2019 et qui fait suite à une succession de révoltes contre la dictature depuis 2010. Pourquoi as-tu eu l'envie de faire vivre cette lutte ici ?

Quand je suis revenu à Tarnac, avec des amis soudanais, on a commencé à avoir des échanges sur le Soudan, à parler de la révolte de 2013 [voir encadré ci-dessous], à écrire des articles. On a organisé une soirée à la salle des fêtes qu'on a appelée «Témoignages 2013». On a fait ça avec un chercheur qui écrit des articles sur le mouvement social et politique à Khartoum [la capitale du Soudan], c'est rare. Deux cents personnes sont venues. C'est un petit village, alors il y avait presque plus de gens pour la soirée que d'habitants! On était soixante Soudanais, des copains de Paris et des Cada de la région. Quelques-uns se connaissaient de la fac à Khartoum, ou parce qu'ils venaient de la même ville ou du même quartier, mais pas tous.

C'était vraiment très fort, ces retrouvailles de personnes qui viennent de différents endroits du Soudan et qui ont vécu le mouvement de 2013. À l'époque, on n'a pas eu le temps de voir ce qui se passait dans les autres villes. Et puis, on avait un problème : depuis trente ans, l'État a récupéré tous les médias, donc on ne sait même pas ce qui se passe au Darfour [région de l'ouest du Soudan, voir encadré ci-dessous]. Du coup, c'était vraiment une chance de retrouver plein de jeunes qui parlaient du Soudan dans la campagne française. C'était énorme de chanter des slogans de la fac ou des manifs jusqu'à 5 heures du matin dans un village en France.

On avait besoin de parler du Soudan. En France, on a beaucoup parlé du « printemps arabe ». Mais quand au Soudan il y a eu un mouvement énorme, personne ne savait ce qui se passait. La France n'est pas un pays anglophone, et on y parle peu du Soudan. Moi, on m'a notamment

refusé l'asile parce que le gouvernement français disait qu'il n'avait aucune information. Ça a pris quelques années pour que l'Ofpra [Office français de protection des réfugiés et apatrides] reconnaisse notre situation. Alors, cette lutte pour la reconnaissance du mouvement de révolte au Soudan, c'était aussi une lutte personnelle.

Au Soudan, la répression par les gouvernements successifs et la mainmise de l'armée sur le pays fait planer la menace constante de l'emprisonnement ou de la mort. Beaucoup de militant-es sont au chômage, et la succession de grèves générales pèse sur le salaire de celles et ceux qui ont un emploi. Depuis la France, quel soutien réussissez-vous à apporter à vos camarades révolutionnaires ?

La question pour nous, c'est comment on peut les soutenir pour augmenter leur résistance. On reçoit des informations, on les traduit et on les diffuse sur Facebook. On s'est dit qu'on pouvait publier beaucoup de choses ici en France et en Europe parce que c'est moins dangereux pour nous, par rapport au risque d'être arrêté. Et puis on a pas mal bougé partout en France pour faire des rencontres et des discussions. On est allés à la Maison de la grève à Rennes, plusieurs fois à Paris, en décembre 2021 on était à Lyon, etc. On a aussi participé à tous les appels à la grève générale et aux manifestations depuis 2015.

Aujourd'hui, on essaye de s'organiser avec les comités populaires de résistance qui se sont formés en 2018 dans chaque quartier des villes. C'est un truc très fort. Chaque quartier s'organise pour les questions économiques, médicales, sociales, etc. Ces trois dernières années, ces comités ont développé une réflexion politique très forte, pour que tout le monde puisse y trouver sa place : femmes, enfants, vieux, etc. Il y a plein de tâches à faire : organiser les blocages, imprimer les tracts,

« TU T'EN VAS, C'EST TOUT ! » : PETITE CHRONOLOGIE DES RÉVOLUTIONS SOUDANAISES

1956 Indépendance du Soudan, ancienne colonie britannique. Les élites du Sud et du Nord se battent pour le contrôle des institutions politiques et militaires ainsi que des ressources, notamment l'eau et le pétrole du sud du pays.

1964 Révolution d'Octobre qui établit une démocratie parlementaire pendant cinq ans.

1985 Seconde révolution suite à l'augmentation des produits de première nécessité imposée par le Fonds monétaire international (FMI).

1989-2019 République islamique du général Omar Al-Bachir, après un coup d'État soutenu par le Front national islamique (FNI), qui devient la seule formation politique autorisée.

2003 Début de la guerre civile au Darfour. Face au Front de libération du Darfour (qui

connaîtra divers noms et scissions), les autorités arment des miliciens locaux, les janjawids, dont les massacres provoqueront en grande partie la mort de plus de 300 000 personnes et le déplacement de 2,7 millions d'autres, selon l'ONU. À partir de 2010, Omar Al-Bachir est poursuivi pour génocide par la Cour pénale internationale.

2011 Indépendance du Soudan du Sud, réclamée par 99 % des votant-es par référendum.

2013 Grand mouvement de révolte au cri de « *Le peuple veut renverser le régime!* ». Répression meurtrière et exil de nombreux-ses militant-es.

2018-2019 Troisième révolution soudanaise. Plan d'austérité, le prix du pain triple : face aux manifestations organisées par des mouvements

étudiants et le Parti communiste, le régime ferme six journaux. Parti des villes ouvrières du Nord, le mouvement réclame de meilleures conditions de vie et la démission du dictateur Al-Bachir (« *Tu t'en vas, c'est tout!* »). En avril 2019, celui-ci est renversé par l'armée qui instaure un gouvernement de transition censé durer deux ans, mais après quatre mois de contestation, un accord de transition est signé en août entre la junte militaire et l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC). Un gouvernement mixte, civil et militaire, se constitue.

OCTOBRE 2021 Nouveau coup d'État militaire : des centaines d'opposant-es politiques sont arrêté-es ou tué-es par l'armée lors des manifestations, qui se poursuivent en mars 2022.

garder les entrées du quartier, etc. Tout le monde a la possibilité de donner ce qu'il veut. Mais comme c'est bénévole, c'est aussi très difficile puisqu'il faut de l'argent pour les tracts, les banderoles, etc. Il n'y a pas beaucoup de travail au Soudan, et c'est tout le temps la grève.

Il y a aussi des militants, en France et en Europe, qui s'occupent du côté médiatique. C'est très important, par exemple pour faire pression pour que tous les ambassadeurs soudanais du monde prennent position contre le coup d'État et pour faire reconnaître cette révolution à l'international. La communauté internationale a une position très faible, juste comme quand tu fais un tweet : « *On est contre, c'est pas bien. Le mieux pour le peuple soudanais, c'est de retourner à la table des négociations.* »

Tu dis que vous ne courez pas grand risque en militant ici. Mais l'ex-président Al-Bachir disait souvent aux Soudanais-es : « Maintenant vous pouvez être tranquilles, les voleurs sont à Calais », ce qui montre bien qu'il savait que les exilé-es représentaient une menace politique. Et le gouvernement français a signé un accord avec lui en 2017, permettant aux services de renseignement soudanais de venir identifier des opposant-es au régime parmi les réfugié-es³. Tu n'as jamais eu affaire à eux ?

C'est vrai que l'État soudanais a des services de renseignement très forts au Soudan et en Europe. Quand on était à la fac, c'est arrivé qu'après deux

ans on se rende compte qu'un camarade était dans les renseignements. On a vu sa carte quand il a sorti son portefeuille. Et l'État soudanais avait souvent des informations sur ce qui se passait dans la jungle de Calais plus rapidement que les États européens. D'ailleurs, ces dernières années, le gouvernement a détruit toutes les possibilités de travailler pour les jeunes, mais a ouvert des postes dans les services de renseignement, la police et l'armée. Si tu as fait des études d'ingénieur, tu peux être ingénieur dans les services de renseignement. C'est un choix : soit tu acceptes de travailler pour eux, soit tu vas travailler à l'étranger, souvent en Arabie saoudite.

Toute cette surveillance fait qu'on arrive toujours pas à mettre en place un groupe qui représente la communauté soudanaise en France. On a essayé en 2016, mais au bout de six mois, on a découvert que trois personnes qui étaient avec nous se trouvaient être en réalité des officiers qui travaillaient à l'ambassade et nous avaient infiltrés... Hier encore, j'ai appelé un camarade d'un comité de résistance, il me dit : « *Nour, Nour, t'entends ?* » Il y avait deux inconnus qui étaient entrés dans l'appel, du coup, on a raccroché. C'est comme l'histoire des infiltrés chez les communistes, c'est pas que les communistes étaient paranos, c'est la réalité! **Z**

“En France, on a beaucoup parlé du ‘printemps arabe’, très peu de la révolution au Soudan.”

³. Lire « Comment la France a livré des opposants politiques à la dictature soudanaise », Tomas Stadius et Pierre Gautheron, *StreetPress*, 1^{er} octobre 2017 (streetpress.com).

